

Communiqué Convergence Services Publics / Résistance Sociale

TOUS À LA MANIFESTATION LE 30 SEPTEMBRE À PARIS CONTRE LA RATIFICATION DU PACTE BUDGÉTAIRE

(TSCG, Traité pour la stabilité, la Coordination, la Gouvernance de la zone euro)

Pour défendre nos services publics et nos acquis sociaux

APPEL POUR UN RÉFÉRENDUM

Depuis le début de l'année 2012, Résistance Sociale et la Convergence de Défense et Développement des Services Publics **mènent une campagne et font signer une pétition contre la ratification du Pacte budgétaire**. Plusieurs milliers de militants associatifs, syndicaux, politiques l'ont signée.

Aujourd'hui, le ministre du budget, **Jérôme Cahuzac**, déclare : « **un grand pays, quand il donne sa parole, doit la respecter** ». En conséquence il appelle à la ratification par voie parlementaire et à l'application du Pacte budgétaire, de sa « règle d'or ». Il n'a pas été « recadré ».

C'est faux et antidémocratique

- **Non, la France n'a pas donné sa parole.** Ni le Parlement, ni le peuple par référendum n'ont ratifié ce Traité. Nicolas Sarkozy avait déclaré que sa réélection vaudrait approbation du Traité. Sa défaite est un refus, pas un plébiscite pour le traité et sa politique d'austérité !
- Si une nouvelle majorité ne peut pas changer les choix de la précédente, alors il ne fallait pas se faire élire pour le « changement ».

François Hollande, lui, a donné sa parole (proposition n° 11) :

« ... *Je renégocierai le traité européen issu de l'accord du 9 décembre 2011 en privilégiant la croissance et l'emploi, et en réorientant le rôle de la Banque centrale européenne dans cette direction.* »

Le traité « Merkozy » n'a pas été renégocié, ni modifié d'une virgule.

Le respect de la République, de la souveraineté populaire, passe par un débat national et un référendum.

La défaite de N. Sarkozy, le fait que F. Hollande jugeait nécessaire de renégocier le traité devraient suffire à ne pas le ratifier ou à le soumettre au référendum. Ce traité retirerait le pouvoir budgétaire au Parlement qui deviendrait une coquille vide. C'est une remise en cause majeure de la souveraineté populaire ; **Seul le peuple peut la décider.**

Pacte budgétaire et « pacte de croissance » n'ont rien à voir

La confusion entre les deux est volontairement organisée :

- le Traité est permanent. Les mesures budgétaires ponctuelles de 120 Md€ - qui ne sont pas un pacte - n'ont aucun rapport ;
- les 120 Md€, montant ridicule à l'échelle européenne, ont été décidés bien avant l'élection de François Hollande ;
- la participation de la France au financement est certaine, mais l'emploi ne sera pas forcément en France. D'ailleurs comment parler de croissance quand faute de budget on parle de revenir sur les investissements décidés (Canal Seine-Nord, SNCF...) ?

Le respect par anticipation du Pacte « austéritaire » et de sa règle d'or c'est 40 Md d'euros - voire plus - à dégager dès 2013, soit environ 2 000 € par foyer. « ça ne fera pas plaisir » (J. Cahuzac).

- **Le seul moyen autorisé par le couple pacte pour l'euro plus / pacte budgétaire, ce sont les coupes sur les services publics, la protection sociale, et l'augmentation tous azimuts des impôts et taxes.**
- **Conformément au pacte budgétaire, la « compétitivité », la baisse du « coût » du travail, chère au MEDEF et à l'Union européenne, est le maître mot de la rentrée : il faudrait devenir « compétitif » avec les pays à bas salaire comme la Roumanie ou la Bulgarie (SMIC de l'ordre de 150 €).**

Nous ne voulons pas de la politique du pacte budgétaire qui a mené la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Italie... une catastrophe économique et sociale.

Non seulement cette politique est socialement inacceptable, mais tout le monde sait qu'elle mènerait à une récession sans fin, que chaque année serait pire que la précédente.

APPEL À LA MOBILISATION POUR UN RÉFÉRENDUM

Au Parlement la droite voterait le Pacte budgétaire car c'est SA politique, négociée et signée par Nicolas Sarkozy !

C'est au peuple de décider de son avenir par référendum.

Plus que jamais nous appelons à la mobilisation contre la ratification du pacte budgétaire

TOUS À LA MANIFESTATION À PARIS !

**MOBILISATION GÉNÉRALE POUR UN DÉBAT PUBLIC
CONCLU PAR UN RÉFÉRENDUM**

Contacts presse :

Patrick Hallinger : 06 81 52 27 39

Jean-Claude Chailley : 06 64 68 15 25